

renforcer la coopération avec les pays en voie de développement. La Conférence sur la coopération économique internationale tiendra une session ministérielle en décembre. On y étudiera la question énergétique en fonction des autres problèmes économiques importants des pays en voie de développement.

A l'instar du Conseil canadien de développement international, lequel, présidé par M. Gérin-Lajoie, me conseille sur les questions d'aide au développement, le Comité interministériel sur les relations économiques avec les pays en voie de développement que dirige M. Robinson me conseille sur les grands problèmes multidimensionnels qui nous intéressent. Permettez-moi de souligner le caractère interministériel de notre étude de ces problèmes.

Par la voie de notre programme d'aide et d'autres mesures de coopération avec les pays en voie de développement, nous cherchons ainsi des moyens de combler le fossé qui existe entre pays industrialisés et en voie de développement. La recherche de mécanismes pour diminuer les grandes disparités entre riches et pauvres constitue, à mon avis, l'une des tâches fondamentales dans le domaine des relations internationales contemporaines. Cette tâche est cruciale, pour la stabilité globale et l'avenir de l'humanité. Je crois que notre pays peut maintenir et accroître ses efforts en vue de résoudre ces problèmes, en dépit des sacrifices qu'exigera de nous la lutte contre l'inflation. Les programmes d'aide sont des cibles faciles quand la conjoncture économique est mauvaise. Notre programme doit trouver ses appuis dans une population consciente des problèmes critiques qu'éprouve la communauté des nations et des conséquences désastreuses que pourrait entraîner toute diminution de l'effort des nations industrialisées en raison de problèmes économiques internes.

On ne saurait exagérer l'importance d'un large appui, au sein du peuple canadien, des programmes et des politiques par lesquels nous cherchons à aider les pays en voie de développement. Les Canadiens doivent prendre davantage conscience des composantes de nos rapports avec ces pays. Les travaux du Sous-comité et vos efforts individuels pour faire mieux connaître ces questions au peuple canadien favoriseront une meilleure compréhension des problèmes. Il faut que le peuple canadien sache quels sont les coûts et les bénéfices, économiques et politiques, de l'aide que peut accorder le Canada aux pays en voie de développement par les crédits qu'il affecte à son programme de développement international, par une ouverture plus grande du marché canadien aux exportations des pays en voie de développement et par des accords de stabilisation des échanges internationaux au niveau des produits de base. Cette aide aura bien sûr des répercussions économiques pour nous, mais à long terme, une trop grande parcimonie pourrait bien s'avérer beaucoup plus coûteuse. Je crois donc qu'il est nécessaire que, de part et d'autre, nous poursuivions le dialogue. Je puis vous assurer de ma collaboration ainsi que de celle de mes fonctionnaires. Si vous avez des questions, je me ferai un plaisir d'y répondre.